

Hebdo Canada

Volume 1, N° 15

le 18 avril, 1973



Affaires étrangères External Affairs
Canada Canada

Notre commerce et notre politique
monétaire vis-à-vis des États-Unis, 1

Accord fédéral-provincial sur l'aide
juridique, 3

La bière: un très bon remède!, 3

Étude sur le financement des arts du
spectacle, 3

Timbre commémoratif en l'honneur de
Jeanne Mance, 4

Le Salon syndical industriel se
tiendra à Edmonton, 5

Nombre record d'étudiants à McGill, 5

Prix à un scientifique du Service
canadien de la Faune, 5

Labatt devient actionnaire d'une
brasserie zambienne, 5

Des étudiants travailleront avec les
forces policières, 6

Séries de la Coupe Stanley, 6

Notre commerce et notre politique monétaire vis-à-vis des États-Unis

Extraits d'une conférence prononcée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, dans le cadre d'une série de conférences du Conseil de Chicago sur les relations étrangères (Chicago Council of Foreign Relations), à Chicago le 3 avril 1973:

...Inévitablement, les meilleurs amis et alliés, comme le Canada et les États-Unis, ne sont parfois pas d'accord sur les questions internationales. Bien que les résultats puissent parfois sembler néfastes, l'un des éléments essentiels d'une amitié véritable entre deux nations est la capacité de se parler franchement et d'une façon constructive selon son propre point de vue. Les sujets d'irritation et les divergences qui s'ensuivent parfois ne nous font cependant pas perdre de vue les fardeaux qu'assume votre pays.

Il existe vraiment des sujets d'irritation. Il y en avait dans le passé et il y en aura dans l'avenir. Certains découlent inévitablement de perspectives différentes sur des questions particulières. D'autres sont plutôt des malentendus, en tout ou en partie. Dans l'actuelle série de difficultés que nous éprouvons de part et d'autre, je crois que nombreuses sont celles qui appartiennent à cette dernière catégorie. Je vais vous donner des exemples.

Pendant un certain temps, on a cru dans ce pays, que le Canada était l'un des responsables du grave déficit commercial international des États-Unis. Cette option se trouvait corroborée par vos statistiques qui, comme il arrive parfois à l'ère de l'automatisation, ne concordaient pas avec les nôtres.

La différence pour 1972 se situait dans les 1.5 milliard de dollars. Heureusement, nos statisticiens se sont rencontrés et ont réussi à harmoniser ces écarts. Par exemple, dans les données commerciales de 1970, ce que la partie américaine estimait être un déficit de 2 milliards de dollars pour elle et ce que le Canada jugeait comme un surplus de 1 milliard

de dollars pour lui s'est révélé en fait un surplus de 1.4 milliard de dollars pour le Canada. Il en va de même pour le compte courant, lequel est un indicateur plus fiable puisqu'il tient compte du flot des éléments invisibles comme les revenus provenant des investissements, les dividendes et les paiements d'intérêt, et qui a fait l'objet d'une harmonisation pour 1970. Dans ce dernier cas, le déficit de 600 millions de dollars que les États-Unis avaient pris à leur compte et celui de 200 millions de dollars que le Canada s'attribuait s'est révélé un excédent de 100 millions de dollars pour le Canada. Pour 1972, nos chiffres, y compris ceux qui ont trait aux éléments invisibles, indiquent un déficit de 416 millions de dollars à notre compte courant avec les États-Unis. Nous prévoyons qu'une fois harmonisées les données canadiennes et américaines, le Canada demeurera déficitaire.

Il est facile de comprendre l'irritation de Washington à la suite des efforts ou du manque d'efforts manifestés par la Communauté mondiale pour appuyer la tentative des États-Unis visant à stabiliser la situation monétaire internationale. La dévaluation du dollar a sans doute été une initiative-clé dans les efforts en vue de réaliser un équilibre monétaire international raisonnable. Certains secteurs aux États-Unis ont pu croire que le dollar canadien "flottant" nous a exemptés de l'impact visé par les mesures américaines. On a également laissé entendre que cette décision de laisser flotter notre dollar nous avantagerait. Cependant, je suis heureux de déclarer que les questions que se posait Washington sur "l'intégrité" de notre décision ont été rejé-